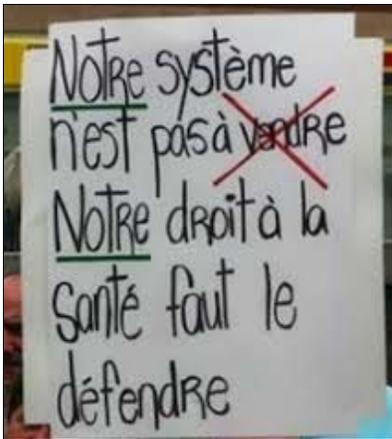


Numéro 54 - 13 août 2020

La nécessité de faire respecter les droits

La redevabilité est une préoccupation sérieuse pour les travailleurs

- Pierre Chénier -



Nouvelle-Écosse

- La revendication d'une enquête publique sur la tragédie de Northwood - *Entrevue avec Jason MacLean*

Québec

- Grève générale des débardeurs du port de Montréal
- Des voix s'élèvent face au décès d'un travailleur de la santé de Montréal - *Pierre Soublière*

Colombie-Britannique

- Défendons les droits des travailleurs agricoles saisonniers! - *Brian Sproule et Barbara Biley*
- Passons à l'action immédiatement pour empêcher l'isolement des travailleurs agricoles étrangers - *Action radicale pour les migrants dans le secteur agricole*
- Les travailleurs de l'hôtellerie continuent d'exiger que leurs emplois soient protégés

Grande-Bretagne

- Les travailleurs de la santé mettent de l'avant leurs demandes lors de rassemblements de masse

La nécessité de faire respecter les droits

La redevabilité est une préoccupation sérieuse pour les travailleurs

- Pierre Chénier -

Les travailleurs sont très préoccupés par le fait que les gouvernements à tous les niveaux n'assument pas leur responsabilité envers le peuple. Il est clair que les décisions que les gouvernements ont prises et prennent aujourd'hui ont créé les conditions pour que la pandémie de la COVID-19 ait un impact dramatique et tragique pour la santé et la sécurité des gens. Trente ans d'offensive antisociale dans la santé et les services sociaux, de compressions massives, de privatisation accrue et de concentration plus poussée du pouvoir décisionnel dans les mains des ministres et de marginalisation et d'exclusion de l'expérience, des opinions et des revendications des travailleurs de première ligne ont miné la capacité du système de santé de faire face à la pandémie de la COVID-19. La tragédie au Manoir Northwood en Nouvelle-Écosse en est un exemple. Lorsque les gouvernements mettent sur pied des commissions et des enquêtes pour examiner les tragédies qui se produisent, ils le font derrière des portes closes afin de s'assurer qu'on n'ira pas au fond des choses. Ces enquêtes sont basées sur la considération que l'expérience, les propositions, les opinions et la voix des travailleurs sont une entrave à l'objectif des gouvernements de se maintenir au pouvoir et de prendre toutes les décisions, non pas dans l'intérêt du peuple, mais pour servir des intérêts privés étroits.



Les travailleurs rejettent cet état de choses et insistent pour qu'il y ait une discussion publique ouverte dans laquelle les causes et les solutions des problèmes sont abordées et examinées publiquement. Ils n'acceptent pas que ces soi-disant enquêtes soient utilisées pour les empêcher d'avoir un mot décisif sur les affaires qui les concernent. Il est absurde de prétendre que les travailleurs de première ligne dans la santé, qui maintiennent le système de santé en vie à bout de bras et font de grands sacrifices, doivent être privés de pouvoir décisionnel dans le système. On peut dire la même chose des travailleurs de tous les secteurs qui continuent de produire les biens et de livrer les services qui permettent à la société de fonctionner dans ces moments de crise terrible. C'est la raison pour laquelle les travailleurs s'opposent fermement au « comme si de rien n'était » (le « business as usual ») et au « retour à la normale » parce que cette normalité est précisément ce qui a aggravé la crise et l'a rendue plus difficile à surmonter, et qu'elle risque d'aggraver encore la situation.

Forum ouvrier ouvre ses pages aux travailleurs pour qu'ils fassent entendre leur voix, pour qu'ils brisent le silence sur leurs conditions et sur leurs luttes à la défense de leurs droits et des droits de tous et de toutes pour résoudre les crises qui font irruption d'une manière qui favorise le peuple.



Nouvelle-Écosse

La revendication d'une enquête publique sur la tragédie de Northwood

- Entrevue avec Jason MacLean -

Jason MacLean est le président du Syndicat des employés du gouvernement de la Nouvelle-Écosse (NSGEU)

Forum ouvrier : Le NSGEU insiste sur la tenue d'une enquête publique sur le désastre qui s'est produit au centre Northwood de soins de longue durée à Halifax et sur le système de soins de longue durée de la Nouvelle-Écosse. Peux-tu nous en dire plus sur cette revendication ?

Jason MacLean : En ce qui concerne ce qui s'est passé au centre Northwood, nous ne devons pas oublier que cet établissement joue un rôle central dans le système de soins de longue durée de la Nouvelle-Écosse. Il est considéré comme le flambeau des soins de longue durée de la province. Il est le plus grand établissement de ce type de soins à l'est de Montréal. On le présentait comme l'endroit où aller pour obtenir de tels soins. Il est central d'un point de vue géographique parce qu'il est situé dans la région centrale de la province, à Halifax, et il est central du point de vue de la qualité des soins, car il était considéré comme le modèle à suivre. C'est dans cet établissement pourtant que 53 résidents ont perdu la vie au printemps.

Nous devons apprendre quelles erreurs ont été commises, où l'ensemble du système a connu des défaillances. Nous allons aussi apprendre qu'il faut investir davantage dans les soins de longue durée. La seule façon d'y arriver, parce que cela va impliquer des coûts, est de mobiliser tout le monde pour examiner la pandémie et les décisions qui ont été prises dans le contexte de cette pandémie. En faisant cela, nous allons établir un cadre qui va nous aider pour l'avenir à éviter que d'autres gouvernements ne prennent des décisions semblables à celles qui nous ont menés à la tragédie de Northwood. Cette tragédie n'est pas arrivée juste comme ça. Elle s'est produite à cause de certaines décisions, et, bien sûr, de la pandémie elle-même. Les résidents de la Nouvelle-Écosse doivent faire partie de ce travail parce qu'ils doivent demander la réforme du système des soins de longue durée. Cela n'arrivera pas si on ne les mobilise pas dans cet examen et si on tient celui-ci derrière des portes closes et que des décisions sont prises sur des changements à faire dont personne ne comprend la logique ni l'impact qu'ils vont avoir pour l'amélioration de la situation. Nous tenons à ce que l'enquête soit publique.

FO : Est-ce qu'il y a de l'intérêt parmi les Néo-Écossais en ce moment pour la tenue d'une enquête publique ?

JM : Le NSGEU demande la tenue d'une enquête publique depuis le début. Nous sommes le premier groupe à avoir formulé cette revendication. Puis, la présidente-directrice générale de Northwood a dit qu'elle était ouverte à la tenue d'une enquête publique. Les familles des 53 résidents qui sont morts à Northwood revendiquent elles aussi une enquête publique. Selon nous, il existe un appui grandissant pour une telle enquête parmi les Néo-Écossais, surtout qu'ils viennent de réaliser qu'ils ont du pouvoir en ayant obtenu la tenue d'une enquête publique sur la tuerie de masse qui s'est produite à Portapique[1]. Les gouvernements fédéral et provincial ont dû changer d'idée et accepter de tenir une enquête publique. Si les résidents de la Nouvelle-Écosse insistent pour obtenir une enquête publique, il va y en avoir une.

FO : Le rapport « Neglecting Northwood » que le NSGEU a publié indique que ce qui s'est produit à Northwood constitue un échec de politique publique. En quoi consiste cet échec selon toi ?

JM : De nombreux rapports ont été écrits ces dernières années sur le système de soins de longue durée et leurs recommandations n'ont pas été mises en oeuvre. En plus, en 2015 et en 2017, le gouvernement provincial a présenté des budgets qui comprenaient des compressions dans les soins de longue durée. Au cours des sept ans de pouvoir de Stephen McNeil, aucun lit de soins de longue durée n'a été créé, bien que le niveau d'acuité des problèmes des résidents des soins de longue durée et des gens hospitalisés n'a cessé d'augmenter. En ce qui concerne les soins à domicile, les gens doivent rester chez eux plus longtemps, bien que leurs problèmes deviennent également de plus en plus graves. Cette politique publique a fait en sorte que les gens deviennent de plus en plus malades chez eux au lieu d'obtenir de bons soins dans des établissements de soins de longue durée. Cela fait un bon moment que la politique publique est inadéquate et on le voit clairement avec la pandémie qui fait des victimes, comme ce fut le cas à Northwood. C'est tragique comme situation.

La politique publique est décidée par les budgets. Le gouvernement actuel n'a pas voulu investir dans les soins de longue durée et ce sont les gens qui en ont besoin qui en souffrent. Notre population ne rajeunit pas et de plus en plus de gens ont besoin d'établissements de soins de longue durée.

FO : Veux-tu dire quelque chose en conclusion ?

JM : Nous sommes maintenant captifs de cette pandémie. Des choses se sont produites. Les gouvernements ont pris des décisions. Nous continuons à souligner que nous ne pouvons pas poursuivre dans la voie des dix dernières années dans les soins de longue durée. Les investissements dans ce secteur ont reculé. Nous devons améliorer le système. La question n'est pas de savoir qui a tort et qui a raison. La question, c'est d'obtenir un bon niveau de soins pour nos aînés parce qu'ils y ont droit.

Note

1. Les 18 et 19 avril, un tireur solitaire déguisé en agent de la GRC s'est lancé dans une fusillade meurtrière de 13 heures qui a commencé dans la petite communauté rurale de Portapique en Nouvelle-Écosse. Vingt-deux personnes ont été tuées avant que le tireur ne soit abattu par la police. Pendant des semaines, alors que les familles des victimes et les résidents de la province revendiquaient une enquête publique sur la fusillade massive, les gouvernements fédéral et provincial n'ont pas répondu et ont finalement annoncé la tenue d'un examen indépendant par un panel de trois personnes au lieu d'une enquête publique. Lorsque la pression sur eux est devenue plus forte, les gouvernements fédéral et provincial ont accédé à la demande et ont annoncé une enquête publique sur la tuerie de masse.



Québec

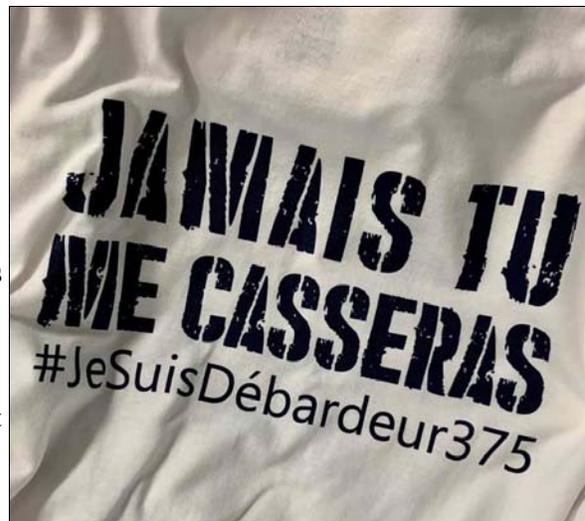
Grève générale des débardeurs du port de Montréal

Lundi matin, le 10 août, les débardeurs du port de Montréal ont déclenché une grève générale illimitée alors que leurs négociations avec leur employeur, l'Association des employeurs maritimes, ont connu une impasse. La convention collective des quelque 1 100 travailleurs, membres de la section locale 375 du Syndicat canadien de la fonction publique, est échue depuis la fin de 2018.



Une des principales demandes de l'employeur est que les débardeurs acceptent des heures de travail devenues intenable alors que le volume de travail au port a augmenté de beaucoup ces dernières années. Dans une entrevue aux médias, Michael Murray, membre de l'équipe de négociation de la section 375 du SCFP, a expliqué la situation :

« Les débardeurs travaillent 19 jours sur 21. À une époque, ces horaires-là correspondaient à quelque chose de faisable parce que le trafic dans le port de Montréal permettait, à l'intérieur des 19 jours sur 21, d'avoir des journées qu'on disait 'off rémunérées'. Les débardeurs offrent une disponibilité de 24 heures sur 24, fins de semaine comprises. La contrepartie c'est qu'on a une sécurité d'emploi. L'arrivée d'années record après années record dans le port de Montréal a fait en sorte que le volume de travail a augmenté et nos gens travaillent continuellement 19 jours sur 21. On a une nouvelle génération de débardeurs, qui sont de jeunes débardeurs, hommes et femmes, dont il faut prendre soin, et ils ne pourront pas endurer cette situation pendant des années.



« On veut réaménager les horaires où l'employeur aurait une certaine flexibilité et pour nos gens la possibilité d'avoir une meilleure conciliation travail/vie personnelle, et nous avons présenté une proposition dans ce sens. L'employeur s'est dit d'accord avec le concept de remodulation des heures pour lui assurer de la flexibilité, mais pour le reste, il dit qu'il ne va pas accepter notre proposition à moins que cela soit à coût nul. Ce sont des compagnies multimilliardaires qui oeuvrent dans le port. Les plus petites d'entre elles sont milliardaires. Quand on va d'année record en année record, on ne peut pas nous dire à la table de négociation qu'il faut que nos demandes soient à coût nul. Le syndicat des débardeurs s'est toujours battu pour nos conditions de travail. On veut améliorer la qualité de vie de nos débardeurs et en même temps examiner les demandes patronales pour une meilleure flexibilité pour les horaires de travail. L'employeur veut prendre seulement ce qui lui convient. C'est la raison pour laquelle on met la pression économique sur les compagnies maritimes. »

Une des choses qui ont poussé les travailleurs à la grève est le fait que pendant les quelques jours de grève légale que les travailleurs ont faite pendant les dernières six semaines, l'employeur a exercé des

représailles en changeant unilatéralement les conditions de travail des débardeurs, réduisant les primes de temps supplémentaire. Le syndicat dénonce aussi l'utilisation de briseurs de grève par l'employeur pour rendre la grève inefficace.

Forum ouvrier appuie entièrement cette juste lutte des débardeurs pour leurs droits et appelle tous les travailleurs à se tenir à leurs côtés.

Le port de Montréal est le deuxième plus grand port du Canada, après celui de Vancouver. Il est un centre de transbordement diversifié qui traite tous les types de marchandises, conteneurisées et non conteneurisées, vrac liquide et vrac solide. Seul port à conteneurs au Québec, il est un port de destination desservi par les plus grandes lignes maritimes au monde. Il est également une plaque tournante intermodale qui possède son propre réseau de chemin de fer directement sur les quais, relié aux deux réseaux ferroviaires pancanadiens, le Canadien National et le Canadien Pacifique. L'Administration portuaire de Montréal (APM) exploite aussi un terminal de croisières et un centre d'interprétation portuaire. Selon l'APM, le port de Montréal génère des revenus annuels de près de 2,6 milliards de dollars sur le PIB canadien.

(Photos : SCFP 375)



Des voix s'élèvent face au décès d'un travailleur de la santé de Montréal

- Pierre Soublière -

Thong Nguyen avait 48 ans, il était père de famille et

préposé aux bénéficiaires à la salle d'urgence de l'hôpital Jean-Talon à Montréal. Il a été infecté par la COVID-19 en mai et est décédé le 11 juin. La Commission des normes, de l'équité et de la santé et la sécurité au travail (CNESST) a rédigé un rapport qui n'a pas été rendu public, mais que le journal *La Presse* a pu consulter. L'inspectrice de la CNESST n'y confirme pas que Thong Nguyen a contracté le virus dans le cadre de ses fonctions, malgré qu'elle reconnaisse qu'il avait été affecté aux zones froides, tièdes et chaudes de la COVID-19. Elle dit aussi que les autres préposés l'ont informée que pendant la pandémie, ils n'avaient pas reçu de formation sur les mesures de prévention à appliquer face à la pandémie et qu'il y avait eu un manque régulier de masques de protection. En dépit de ces constatations, l'inspectrice affirme : « Selon les documents qui m'ont été fournis par l'employeur, plusieurs formations et procédures ont été mises en place pour protéger les travailleurs et prévenir la propagation de la COVID-19 ». Elle prétend que les travailleurs interrogés n'ont pas pu lui préciser « la chronologie des faits » relatifs à l'environnement de travail les semaines avant que le travailleur soit déclaré positif à la COVID-19. Elle en conclut donc qu'aucun avis de correction n'est requis de la part de l'hôpital Jean-Talon.



Thong Nguyen

Cette évaluation est sévèrement critiquée par la famille de Thong Nguyen ainsi que par des syndicats associés. La docteure Lan Nguyen est la cousine de Thong et le porte-parole de la famille. Elle dit qu'elle est extrêmement déçue par la superficialité du rapport qui affirme ni plus ni moins que tout est parfait et qu'il n'y a rien à améliorer. « L'État tente par tous les moyens de recruter de nouveaux préposés, mais on ne cherche pas les failles pour comprendre comment mieux les protéger », dit-elle.

Alexandre Paquet, président du Syndicat des travailleuses et travailleurs du CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal (CSN) écrit : « Thong Nguyen est décédé en luttant chaque jour sur le terrain contre la COVID-19. Pourtant, la CNESST n'émet aucun avis de correction dans son rapport sur son décès, comme si c'était normal de laisser sa vie en travaillant et comme si tout allait bien dans le meilleur des mondes dans le réseau. » Il ajoute : « Cette décision lance un très mauvais message, soit que si vous contractez la COVID-19 et que vous mourez dans le cadre de votre travail, vous ne serez probablement pas indemnisés. Votre famille sera abandonnée dans une précarité financière par le gouvernement. »

Jeff Begley, le président de la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN), a déclaré : « Quand on voit que plus de 13 600 travailleuses et travailleurs du réseau ont été infectés dans la première vague, c'est qu'il y a un problème. Malheureusement, depuis le début de la pandémie, la CNESST se limite à suivre les recommandations de la Santé publique. Les décès de ces travailleurs montrent pourtant que ces recommandations sont insuffisantes pour bien protéger le personnel. »

Le fait que le gouvernement et ses institutions ne mettent pas tout en oeuvre pour aller au fond des choses et élucider pourquoi un si grand nombre de travailleurs de la santé – et d'ânés – ont été infectés ni ne cherchent à élucider les circonstances ayant occasionné des décès comme celui de Thong Nguyen est cruel et socialement irresponsable. Il est tout à fait inacceptable que les travailleurs soient traités avec si peu de respect et que leurs revendications et celles de leurs familles et syndicats visant à corriger la situation, surtout en prévision d'une résurgence, soient constamment ignorées par le gouvernement et ses institutions. La dignité et l'intégrité des travailleurs de la santé et de leurs patients sont au coeur du système de santé que les gens veulent et requièrent et le fait d'élever nos voix et de pousser dans cette direction est exactement ce qui est nécessaire pour transformer la situation et obtenir un système de santé et un environnement de travail dignes d'êtres humains.



Colombie-Britannique

Défendons les droits des travailleurs agricoles saisonniers!

- *Brian Sproule et Barbara Biley* -

En juillet, plusieurs travailleurs étrangers temporaires de l'entreprise Krazy Cherry Fruit Company à Oliver, dans le territoire intérieur de la Colombie-Britannique, ont été déclarés positifs pour la COVID-19, ce qui a amené les autorités de la santé publique de l'Intérieur à déclarer une éclosion et à émettre une ordonnance empêchant 36 travailleurs migrants et 9 autres personnes de quitter la propriété de la ferme. Les travailleurs infectés ont été transférés dans un hôtel où ils ont été mis en quarantaine.

Les travailleurs étrangers temporaires ont démontré que les conditions de vie et de travail à la ferme les exposent au risque de transmission de la COVID-19. Le 17 juillet, CBC News a publié une vidéo prise par un travailleur montrant les conditions de vie à la ferme. Les images montrent une chambre

partagée par quatre hommes. L'un des lits a été utilisé par l'un des travailleurs touchés par la COVID-19 et qui était en isolement au moment de la vidéo. Des sacs en plastique noirs contenant ses biens sont toujours dans la pièce. Les lits dans la chambre sont distants d'à peine un mètre et les chambres sont séparées par des couvertures suspendues. La vidéo montre un réfrigérateur presque vide. Les travailleurs ne sont pas autorisés à quitter la ferme pour acheter de la nourriture.

De nombreuses voix s'élèvent au sujet du traitement réservé aux travailleurs agricoles migrants en Colombie-Britannique. Un article paru le 27 juin 2020 dans *Tri-City News* (qui dessert Coquitlam, Port Coquitlam et Port Moody) rapporte que Berenice Diaz Ceballos, la consule générale du Mexique à Vancouver, a demandé que les travailleurs migrants du Mexique bénéficient des mêmes droits que les travailleurs canadiens et réclamé une meilleure surveillance par les gouvernements provincial et fédéral des conditions dans les fermes de la province. Bien au-delà de mille travailleurs migrants ont été infectés par la COVID-19 alors qu'ils travaillaient au Canada cette année et, en Ontario, trois travailleurs sont décédés. Le journal rapporte que la consule générale a visité plus de 350 des 550 fermes de la Colombie-Britannique qui emploient des travailleurs mexicains et a déclaré que « 40 % d'entre elles ont des logements insalubres » et elle a décrit des lieux d'hébergement parsemés d'ordures, infestés de cafards et sans matelas pour y dormir. Elle a dit que dans certains cas, les propriétaires des fermes ont installé des cadenas à l'extérieur de la seule sortie des dortoirs et a déclaré : « S'il y a une urgence, s'il y a un incendie, ils mourront immédiatement. »

Les travailleurs sont entassés dans des fourgonnettes pour les transporter vers et depuis les champs. L'intimidation et le harcèlement des travailleurs sont courants afin de les empêcher de s'exprimer. Les menaces d'expulsion sont constantes. Deux travailleurs de la pépinière Bylands (site en avril dernier d'une importante éclosion de la COVID-19 qui a touché 23 travailleurs) à Kelowna-Ouest ont été licenciés et expulsés vers le Mexique après que des représentants de l'organisation de défense RAMA (Action radicale pour les migrants dans le secteur agricole) leur ont rendu visite le 28 juin pour leur apporter de la nourriture et des vêtements. Les travailleurs avaient terminé leur quarantaine obligatoire de 14 jours après avoir commencé à travailler à Bylands le 27 mai et il n'y avait pas eu d'éclosion à la ferme à cette époque, l'éclosion précédente ayant été déclarée terminée le 21 mai. Bylands a arbitrairement décrété que les travailleurs agricoles migrants ne sont pas autorisés à quitter la propriété ou à recevoir des visiteurs, une restriction qui ne s'applique à aucun autre travailleur.

Rejointe chez elle au Mexique, Erika Zavala, l'une des anciennes travailleuses expulsées de Bylands, a déclaré : « Les travailleurs qui cherchent simplement à subvenir aux besoins de leur famille méritent un traitement digne, juste et égal ». Elle a ajouté : « De nombreux employeurs pensent qu'en nous donnant du travail, nous leur appartenons et ils peuvent faire de nous ce qu'ils veulent ». L'activiste de RAMA, Amy Cohen, qui a été l'une des défenseurs qui ont rendu visite aux travailleurs le 28 juin, a déclaré le 22 juillet à CBC News que RAMA est préoccupé par le fait que la politique d'interdiction de visiteurs et d'interdiction de quitter le lieu de travail de l'employeur pendant la durée de l'emploi sont une violation des droits humains. « C'est discriminatoire et injuste, car les restrictions ne s'appliquent qu'aux travailleurs étrangers temporaires et non aux autres employés de Bylands. »

Bylands n'est pas le seul employeur de travailleurs étrangers temporaires à restreindre l'accès à la communauté. Deux des plus grandes fermes fruitières de l'Okanagan, Coral Beach Farms et Jealous Fruits, interdisent aux travailleurs migrants de quitter leurs propriétés ou de recevoir des visiteurs. « Nous nous sentons comme des prisonniers », a déclaré un travailleur à RAMA : « Les Canadiens ont le droit d'aller faire l'épicerie au magasin, d'aller à l'église, d'aller au parc. Pourquoi pas nous ? »

Le 28 juillet, RAMA a lancé un appel aux membres de la communauté pour qu'ils contactent Bylands, Coral Beach Farms et Jealous Fruits, et leur demandent d'autoriser l'accès à la communauté et les droits de visite aux travailleurs étrangers temporaires une fois leur période de quarantaine obligatoire de 14 jours terminée. L'appel comprend également une demande aux résidents de contacter le ministre

de la Santé Adrian Dix et le ministre du Travail Harry Bains. RAMA demande la mise en place pour tout travailleur licencié d'un processus d'enquête et d'en appeler de la décision.

Forum ouvrier se joint aux travailleurs agricoles migrants et à leurs défenseurs et alliés partout au pays pour exiger que les droits des travailleurs migrants soient respectés et qu'ils obtiennent le statut de résident permanent. Ces travailleurs jouent un rôle essentiel en fournissant aux Canadiens et à d'autres la nourriture dont nous avons besoin et le Canada doit leur garantir des conditions de travail et de vie dignes et saines et des soins de santé selon les standards canadiens.

(Sources: CBC, Tri-City News, The Guardian)



Passons à l'action immédiatement pour empêcher l'isolement des travailleurs agricoles étrangers

- Action radicale pour les migrants dans le secteur agricole -

Au début du mois de juillet, Erika Zavala et Jesus Molina, deux travailleurs temporaires étrangers mexicains, ont été congédiés par Bylands Nurseries à Kelowna-Ouest et rapatriés trois jours plus tard. Ils ont été congédiés parce qu'ils auraient contrevenu à la politique de leur employeur de ne pas s'éloigner du site de la ferme et de ne pas accueillir de visiteurs même si ce n'était pas leur période de confinement de deux semaines. Ils avaient reçu la visite de deux membres de RAMA qui leur ont apporté des vêtements et de la nourriture adaptée à leur culture, tout en respectant toutes les directives de distanciation physique telles que recommandées par le gouvernement de la Colombie-Britannique.



Bylands Farms n'est pas le seul employeur de travailleurs du Programme des travailleurs agricoles saisonniers (PTAS) qui limite la capacité des travailleurs migrants de recevoir des visiteurs et d'avoir accès aux communautés pour acheter des produits de première nécessité ou d'avoir accès aux services essentiels. Certains des plus gros employeurs de travailleurs du PTAS dans la vallée de l'Okanagan (comme Coral Beach et Jealous Fruits) ont déclaré publiquement qu'ils vont limiter l'accès de leurs travailleurs étrangers aux communautés.

Les travailleurs de Coral Beach et de Jealous Fruits sont entrés en contact avec les membres de RAMA et d'autres défenseurs des droits de la communauté pour leur dire qu'ils sentaient qu'ils étaient retenus illégalement sur la ferme, sans accès aux communautés locales. « Nous nous sentons comme des prisonniers », a dit un travailleur à RAMA. « Les Canadiens peuvent aller au magasin faire leur épicerie, ils peuvent aller à l'église, au parc – pourquoi pas nous ? »

L'isolement forcé des travailleurs agricoles temporaires étrangers après leur période de confinement par des employeurs tels que Bylands, Jealous Fruits et Coral Beach doit cesser immédiatement. Ces actes racistes et discriminatoires contreviennent aux droits humains de ces travailleurs essentiels et sont néfastes pour leur santé et leur bien-être ainsi qu'à ceux des communautés locales puisqu'ils empêchent les travailleurs de faire part de symptômes directement au personnel de la santé et d'avoir

accès aux réseaux d'appui des communautés locales.

Appel à l'action : Appeler ou faire parvenir un message courriel à Bylands, Coral Beach et Jealous Fruits [1].

Note

1. Pour de l'information sur comment contacter ces employeurs et les représentants gouvernementaux et sur quoi leur dire, visitez le site Web de RAMA [ici](#).

(28 juillet 2020)



Les travailleurs de l'hôtellerie continuent d'exiger que leurs emplois soient protégés



La section locale 40 de Unite Here, qui représente 6 000 des 50 000 travailleurs d'hôtellerie en Colombie-Britannique, a annoncé son intention de tenir des grèves de la faim de cinq jours devant l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique du 10 au 14 août, de 9 h du matin à 11 h du soir. L'annonce faite sur Facebook appelle les lecteurs à « se joindre à nous pour une semaine de grève de la faim de travailleurs qui revendiquent des réunions avec nos députés réticents, pour puiser la force dans notre communauté et nos alliés spirituels, et exiger que justice soit faite pour les travailleurs qui ont passé leur vie à bâtir l'industrie du tourisme de la Colombie-Britannique ».

Les travailleurs veulent rencontrer les membres de l'Assemblée législative pour exiger qu'ils s'activent pour protéger leurs emplois, peu importe combien de temps ils ont été mis à pied en raison de la COVID-19. L'industrie du tourisme demande d'être renflouée au montant de 680 millions de dollars et les travailleurs exigent que toute aide à l'industrie soit conditionnelle à la protection de leurs emplois. Les gestionnaires d'hôtels en Colombie-Britannique demandent aussi une nouvelle extension de la période de mise à pied par le gouvernement provincial, après quoi les employeurs doivent verser une indemnité de départ, au-delà de la date actuelle du 30 août, et que le gouvernement fédéral

prolonge la Prestation canadienne d'urgence (PCU).

Il y a 1 252 hôtels et 83 000 chambres d'hôtel dans la province. Ils ont tous été fermés dès le début de la pandémie et près de 25 % d'entre eux sont toujours fermés. Les hôtels qui ont été rouverts fonctionnent à 30 % de leur capacité. Une infime partie de la main-d'oeuvre seulement a été rappelée, souvent à des heures réduites et sans horaires de travail réguliers.

Avant d'annoncer la semaine de jeûne à l'Assemblée législative, la section locale 40 a organisé une série d'événements pour faire connaître la situation des travailleurs et leurs revendications, dont des piquetages, des rassemblements et des conférences de presse devant les hôtels ainsi que devant le bureau de circonscription de la ministre du Tourisme Lisa Beare à Maple Ridge et devant les bureaux de circonscription d'autres députés de l'Assemblée législative.

Le 7 juillet, près de 60 travailleurs d'hôtellerie et leurs alliés se sont rassemblés devant l'Assemblée législative. Le 28 juillet, le syndicat a organisé une manifestation devant le Shangri-La Vancouver, un hôtel de luxe propriété de Westbank et Peterson Investments, deux des principaux promoteurs de Vancouver. La manifestation avait pour but de dénoncer le congédiement de travailleurs mis à pied par le Shangri-La. D'autres actions similaires ont eu lieu devant le Pan Pacific et les autres hôtels de la région de Vancouver.

Le communiqué de presse publié au moment de la manifestation au Shangri-La comprend les déclarations de deux travailleurs congédiés. KM Chan, anciennement aide serveur mis à pied à l'hôtel Shangri La Vancouver, y dit : « Je ne comprends pas pourquoi ils ont dû mettre fin à notre emploi. Pourquoi ne nous ont-ils pas tout simplement laissés en mise à pied pour que nous puissions retourner à nos emplois après la pandémie ? J'ai des collègues de travail qui comptaient sur cet emploi pour obtenir leur statut de résidence permanente et qui allaient l'obtenir prochainement, mais à la suite de ces cessations d'emploi, ils vont perdre ce qu'ils ont travaillé fort à obtenir et pourraient être forcés de quitter le pays. » Rajini Fjani, un ancien préposé aux chambres mis à pied, a dit : « Ceux d'entre nous qui avons été congédiés pourraient être remplacés par des travailleurs temporaires au salaire minimum. Mes collègues de travail qui sont toujours employés se font dire qu'ils doivent renoncer à leurs années de service pour devenir travailleurs occasionnels, sur appel, et renoncer à leurs droits d'indemnité de départ. Sinon, ils seront congédiés. Le gouvernement provincial doit agir dès maintenant pour protéger les travailleurs et faire en sorte qu'ils aient des emplois qu'ils pourront réintégrer dès que les affaires s'améliorent. »

Dans un courriel à la ministre du Tourisme, des Arts et de la Culture de la Colombie-Britannique, Lisa Beare, la directrice de recherche de la section locale 40, Michelle Travis, explique que les gestionnaires de l'hôtel Pan Pacific ont demandé aux employés d'accepter un recul dans leurs droits comme employés sans quoi ils pourraient perdre leur emploi. Elle dit : « On leur demande d'abandonner leur statut régulier, leur horaire et leur ancienneté et de devenir des travailleurs occasionnels et sur appel. Il semblerait qu'on leur offre aussi 250 dollars pour qu'ils renoncent à toute réclamation d'indemnité de départ. »

Michelle Travis a appelé le gouvernement à créer un droit de rappel pour tous les travailleurs qui restera en place jusqu'à ce que la pandémie soit terminée et a demandé que les travailleurs puissent retourner à leur emploi dès une reprise de l'industrie. Sinon, dit-elle, les employeurs vont embaucher



des travailleurs à des salaires inférieurs. « Cela engendre un nivellement par le bas ».

Depuis le début de la pandémie, les employeurs ont cherché à se servir de la crise comme prétexte pour intensifier leurs attaques contre les droits des travailleurs, notamment pour retirer aux travailleurs syndiqués les conditions de travail et les salaires qu'ils ont gagnés au cours des années et contourner les normes minimales pour les travailleurs non syndiqués en vertu des normes du travail. Ils veulent remplacer des emplois stables par des emplois occasionnels, sur appel ou basés sur une économie à la demande qui fait en sorte que les travailleurs travaillent dans les conditions les plus précaires et ne sont pas couverts par la *Loi sur les normes d'emploi*. Cela ne doit pas passer !

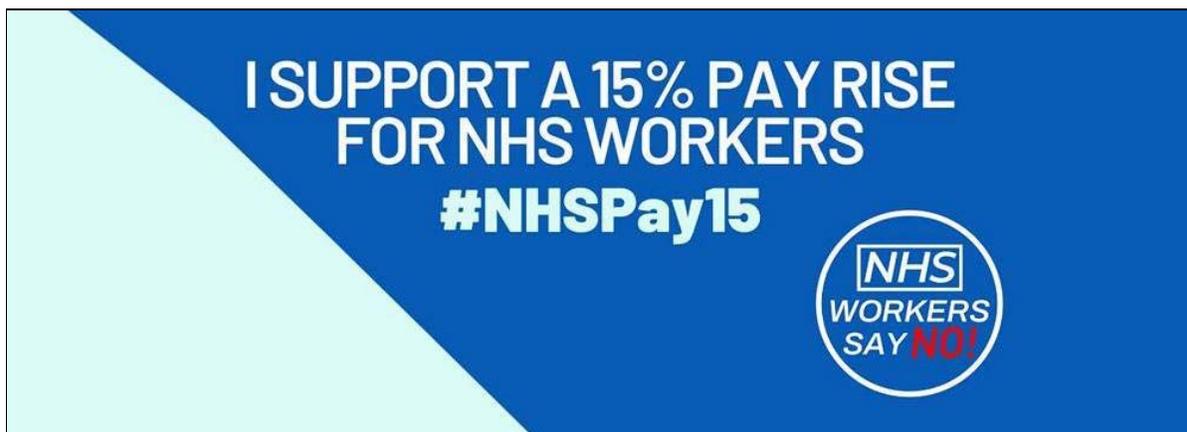
Les travailleurs de l'hôtellerie de la Colombie-Britannique mènent une lutte courageuse pour leurs emplois et pour le droit de tous les travailleurs d'être traités avec dignité et respect et ils appellent tout le monde à les appuyer. On peut participer à leur action devant l'Assemblée législative et la section locale 40 de Unite Here demande aussi aux résidents de la province de faire parvenir un message à leur député pour que soient adoptés « Les trois ingrédients essentiels des travailleurs de l'hôtellerie pour une saine reprise » : la protection des emplois des travailleurs, un retour sécuritaire au travail et un appui financier aux travailleurs mis à pied. La lettre est accessible sur le site Web de la [section locale 40 de Unite Here](#).

(Photos : Section locale 40 de UNITE HERE)



Grande-Bretagne

Les travailleurs de la santé mettent de l'avant leurs demandes lors de rassemblements de masse



Le 8 août, des travailleurs du Service national de santé (NHS) de Grande-Bretagne ont organisé des marches à distanciation physique pour défendre leur dignité et pour dire haut et fort que l'inégalité salariale dans le secteur public n'est pas acceptable. Leur principale revendication est une augmentation de 15 % de leur rémunération, inchangée depuis 10 ans.

Dans plus de 30 villes, villages et petites communautés d'Angleterre, d'Écosse et du Pays de Galles, des milliers d'infirmières et d'autres travailleurs du NHS sont descendus dans la rue pour protester contre le refus du gouvernement d'offrir une augmentation de salaire malgré leur héroïsme lors de la pandémie du coronavirus. La plus grande manifestation a eu lieu à Londres et a donné lieu à une marche sur Downing Street qui s'est terminée par un rassemblement. Les travailleurs sont restés

silencieux pendant deux minutes en signe de respect pour les collègues qui ont perdu la vie en combattant la COVID-19. Les manifestants ont été applaudis par les passants qu'ils croisaient alors qu'ils se dirigeaient vers le 10, Downing Street, aux chants de « Boris Johnson, nous entend-tu crier, paie-nous correctement, sinon va-t'en » qui étaient dirigés vers la résidence officielle et le bureau du premier ministre britannique. Parmi les pancartes dans les différentes actions, il y en avait qui affichaient simplement « 540 », le nombre d'aides-soignants et de travailleurs du NHS décédés du coronavirus. D'autres pancartes indiquaient « Héros de la COVID, zéro augmentation de salaire », « Les infirmières veulent plus que des applaudissements, elles veulent des conditions de travail sécuritaires », « De héros à zéro £ », « Les infirmières sont là pour la vie, pas seulement pour le confinement », etc.

Déclaration de la Campagne pour sauver l'hôpital South Tyneside (SSTHC) à l'occasion de la marche

En préparation de la marche, la SSTCH a publié une déclaration intitulée « Déclaration de la campagne pour sauver l'hôpital South Tyneside à propos de la hausse salariale des infirmières ».

La déclaration dit :

« Le samedi 8 août, des infirmières et des travailleurs de la santé, appuyés par des activistes de la santé et de nombreux autres alliés, organiseront une marche à distanciation physique de l'infirmierie royale Victoria à Newcastle pour un rassemblement au Monument. Cela fait partie des manifestations nationales des infirmières et des travailleurs de la santé dans une trentaine de villes dans tout le pays.

« Cela fait suite au mercredi 29 juillet, lorsque des milliers d'infirmières et d'autres travailleurs de la santé ont défilé à travers Londres jusqu'à Downing Street pour réclamer une augmentation de salaire et un arrêt des attaques contre le NHS, alors que les organisateurs de la manifestation ont réclamé 'Non aux inégalités dans le secteur public et justice sur le front salarial !'.

« Les infirmières et autres travailleurs de la santé parlent en leur propre nom et se battent à la fois pour améliorer leur propre salaire et en même temps pour prendre part à la lutte pour sauvegarder l'avenir du NHS et des services de soins.

« Depuis que l'hypocrisie de Boris Johnson et du gouvernement a été mise à nu par leurs applaudissements aux travailleurs de la santé un jour et leur refus d'augmenter leurs salaires le lendemain, les infirmières ont exprimé leur colère sur les réseaux sociaux et dans d'autres forums. Maintenant elles prennent la rue d'assaut, appuyées par les médecins et d'autres, dans une série de marches et de manifestations.



« Lors de nos discussions, la SSTHC a souligné les déclarations d'infirmières très en colère qui ont montré qu'il ne s'agissait pas seulement de la rémunération, mais de la négligence totale du bien-être de tout le personnel de la santé. En même temps, elles ont dû subir des attaques constantes contre le NHS, la privatisation accrue, les réductions d'effectifs du personnel, la réduction des bourses des

